

1^{er} Mai 2008

Combattre les reculs sociaux imposer nos revendications

En ce 1^{er} mai 2008, dans un contexte de flambée des prix et de baisse du pouvoir d'achat, le gouvernement poursuit ses attaques : nouvelle « réforme » des retraites, précarisation du CDI, suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, fin de la garantie de l'emploi pour les fonctionnaires, attaques contre les chômeurs et les services publics... Pour SUD, il faut préparer un mouvement d'ampleur pour stopper les offensives patronales et gouvernementales et gagner plus de solidarité et de sécurité de l'emploi, une amélioration des conditions de travail et imposer une autre répartition des richesses.

Défendre les retraites

Les retraites n'ont cessé de baisser ces dernières années : calcul des retraites du privé sur les 25 meilleures années au lieu des dix meilleures, instauration de la décote pour les fonctionnaires, allongement de la durée de cotisations à quarante ans pour avoir droit à une retraite à taux plein... La très grande majorité des pensions de retraites sont inférieures au SMIC. Au 1^{er} janvier 2008, le gouvernement n'a augmenté les pensions que de 1,1%, bien en dessous de la hausse des prix (autour de 3%).

Le gouvernement veut allonger la durée de cotisations à 41 ans d'ici 2012. Cela suffit ! Il faut faire échec au projet gouvernemental, imposer un minimum de pension égal au SMIC et obtenir une augmentation des cotisations patronales pour assurer le financement des retraites.

Augmenter les salaires

Les prix ne cessent de grimper mais nos salaires ne suivent pas. Cela fait vingt cinq ans maintenant que nous subissons l'austérité salariale. Sarkozy avait fait du pouvoir d'achat une question prioritaire pendant sa campagne électorale. Mais la seule réponse du gouvernement et du MEDEF, c'est de nous faire travailler plus pour gagner moins et dire que le SMIC augmente trop vite et qu'il faut le « réformer » !

Le SMIC a été créé en 1969, après Mai 68, pour que le salaire minimum augmente aussi au rythme de la croissance économique. Patronat et gouvernement veulent que le SMIC soit seulement indexé sur la hausse des prix. Pire, il n'y aurait peut-être même pas cette garantie et c'est une commission d'experts qui

déciderait ! Mais, ce n'est pas le SMIC qui augmente trop vite, c'est l'ensemble des salaires qui augmente trop peu !

Dans de nombreuses entreprises, il y a eu des débrayages et des grèves pour l'augmentation des salaires : grève à Téléperformance et dans de nombreux centres d'appel, grève dans la grande distribution en février, débrayages et manifestations des salarié-es de la Redoute, des Trois Suisses, de Blanche Porte à Roubaix en avril, etc... Il faut amplifier les mobilisations et les coordonner afin d'obtenir pour l'ensemble des salarié(e)s une augmentation généralisée.

Dire non à la précarité

Un emploi sur 5 est un emploi précaire, CDD, intérim, contrat aidé et CDI à temps partiel imposé. Il y a encore trois millions de chômeurs, environ 1 million de personnes au RMI. Chaque année, il y a 900 000 licenciements de CDI.

Des manifestations massives de la jeunesse et des salarié-es ont permis le retrait du CPE en 2006 et le CNE a été abrogé. Mais une loi vient d'être votée qui allonge les périodes d'essai jusqu'à 4 mois pour les personnels d'exécution et jusqu'à 8 mois pour les cadres, qui crée un CDD de mission pouvant durer jusqu'à 36 mois avec possibilité de licenciement tous les ans, qui crée une possibilité de licenciement à l'amiable sans guère de recours...

Dans la Fonction Publique, un projet de loi prévoit la possibilité de mettre en disponibilité d'office sans traitement ni indemnité les fonctions en cas de suppression d'emplois et après trois refus de propositions de reclassement.



**Fédération syndicale des activités postales et
de télécommunications**

25/27 rue des Envierges 75020 Paris Téléphone : 01 44 62 12 00
Télécopie : 01 44 62 12 34 sudptt@sudptt.fr <http://www.sudptt.fr>

Mobilisation lycéenne

Depuis plusieurs semaines, les lycéens manifestent contre les suppressions de poste de profs et contre les classes surchargées. Le gouvernement veut supprimer tous les professeurs remplaçants et nombre d'options offertes aux lycéens. D'ores et déjà fait appel à des retraités pour assurer les remplacements.

C'est en fait la qualité de l'enseignement offert, notamment dans les banlieues populaires, qui est en cause.

Au-delà des lycéens, ce sont les parents, les profs, les citoyens qui doivent se mobiliser. Des mobilisations sont prévues le 15 et le 24 Mai.

Par ses attaques contre l'Education Nationale, le gouvernement cherche à précariser la jeunesse et à créer une éducation à double vitesse.

Les lycéens doivent gagner avec le soutien de tous.

Grèves de sans-papiers

Plusieurs centaines de travailleurs sans-papiers se sont mis en grève pour leur régularisation. Depuis des mois, les contrôles se multiplient dans la rue et les entreprises. La police organise des rafles et place des centaines de personnes en rétention en vue de les expulser sans considération pour leur famille, leurs enfants...

Les salarié-es sans papiers travaillent depuis des années, paient des cotisations sociales et leurs impôts. Mais, sans papiers, ils sont précaires, à la merci d'un contrôle. Ils doivent accepter des salaires médiocres.

Les salarié-es sans papiers doivent être régularisés. Moins précaires, ensemble, nous serons plus forts pour revendiquer l'amélioration de nos salaires et conditions de travail.

Ce sont l'ensemble des emplois qui sont précarisés à des degrés divers. Le patronat et le gouvernement veulent une main d'œuvre corvéable à merci. En échange, il n'y a rien ou pas grand'chose !

Imposons par nos luttes, un seul contrat, le CDI et des embauches massives dans la fonction publique.

Défendre les missions de service public

Avec la RGPP (Révision générale des politiques publiques), le gouvernement compte supprimer toute une série de missions des services de l'Etat, contrôle et régulation en matière d'urbanisme, d'environnement ou de droit social appui des services de l'Etat aux collectivités territoriales...

Une partie des services seraient privatisés dans des agences contrôlées par l'Etat. Pour le reste, il s'agit d'intensifier le travail des fonctionnaires qui resteront. Le gouvernement veut supprimer 35 000 emplois de fonctionnaires par an. Les autres subiront des réorganisations massives avec changement de métier, mobilité géographique ou encore incitations à quitter la Fonction Publique.

Avec le plan Hôpital, le nombre d'hôpitaux va diminuer fortement et les services regroupés département par département... Dans la majorité des départements, il ne doit plus subsister que deux hôpitaux, même si les différents services seront sur des sites différents. Et la part des cliniques privées va augmenter...

Droit au revenu des chômeurs

Le gouvernement voudrait réduire la durée de l'indemnisation des chômeurs, radier les chômeurs qui refusent certaines offres d'emploi à moins de deux heures de route, même avec une baisse de salaire d'un tiers, même à temps très partiel... Le patronat voudrait lui réduire encore ses cotisations chômage, comme si cela n'était pas son affaire !

Pourtant, moins de la moitié des chômeurs sont actuellement indemnisés, les autres ne touchent rien ou doivent se contenter du RMI. Ils ont pourtant cotisé aux ASSEDIC durant leurs périodes de travail.

Les chômeuses et les chômeurs ont droit à un revenu décent tant que dure le chômage. Depuis 20 ans, les indemnités chômage n'ont pas cessé de diminuer. Patronat et gouvernement font tout pour culpabiliser les chômeurs comme s'ils étaient responsables de leur sort.

C'est bien plutôt qu'il n'y a pas suffisamment d'emplois pendant que les salarié-es subissent un travail de plus en plus intensif et de plus en plus stressant.

Le 1^{er} Mai, manifestons massivement :

- * Pour la défense de nos retraites**
- * Pour l'augmentation des salaires et le droit des chômeurs à un revenu**
- * Pour des emplois stables et à temps complet, contre toute précarité**
- * Pour la défense des services publics**